



Ministère des solidarités et de la santé

Direction générale de la cohésion
sociale
Sous-direction de l'enfance et de la
famille
Bureau protection de l'enfance et de
l'adolescence

Personne chargée du dossier : Laurine Bricard
tél. : 01 40 56 74 91
mél. : laurine.bricard@social.gouv.fr

Le ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les préfets

Copie à :

Mesdames et Messieurs les commissaires à la
lutte contre la pauvreté

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux
et départementaux de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs des
directions de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale

INSTRUCTION n° DGCS/SD2B/2020/64 du 24 avril 2020 relative aux orientations
stratégiques et principes de gestion 2020 des points accueil écoute jeunes (PAEJ).

Date d'application : immédiate

NOR : **SSAA2010609J**

Classement thématique : enfance et famille

Visée par le SG-MCAS le 7 mai 2020

Déposée sur le site « *circulaires.legifrance.gouv.fr* » : oui

Document opposable : non

Publiée au BO : non

Catégorie :

- Mise en œuvre des réformes et des politiques publiques comportant des objectifs, orientations
ou calendrier d'exécution.

Résumé : Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,
les points accueil écoute jeunes (PAEJ) bénéficient depuis 2019 de financements

supplémentaires de l'Etat, qui ont permis de conforter la majorité des structures existantes, et parfois de toucher un nouveau public. Dans un contexte de crise sanitaire susceptible d'aggraver les difficultés des jeunes les plus fragiles, l'objectif en 2020 est de consolider l'existant avant de développer l'activité des PAEJ sur de nouveaux territoires.
Mention Outre-mer : Applicable en l'état.
Mots-clés : Cohésion sociale / Accueil / Accompagnement / Jeunes vulnérables / PAEJ / Protection de l'enfance / Réseaux / Stratégie pauvreté
Textes de référence : Circulaire n° DGAS/SD1/DGS/2002/145 du 12 mars 2002 relative à la mise en œuvre d'un dispositif unifié des points d'accueil et d'écoute jeunes ; Circulaire n° DGAS/LCE1A/2005/12 du 6 janvier 2005 relative au plan triennal de création de 300 PAEJ (2005 -2007) dans le cadre du plan de cohésion sociale ; Instruction n° DGCS/2B/2017/118 du 04 avril 2017 relative aux orientations stratégiques et principes de gestion 2017 des points accueil écoute jeunes (PAEJ) et cahier des charges rénové des PAEJ ; Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2019-2022.
Instruction abrogée : Instruction n° DGCS/SD2B/2019/93 du 18 avril 2019 relative aux orientations stratégiques et aux principes de gestion 2019 des points d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ).
Diffusion : Points accueil écoute jeunes conventionnés.
Annexe : Formulaire pour la remontée de projets d'ouverture de nouvelles structures ou antennes de PAEJ.

Depuis 2019, la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté inscrit les PAEJ parmi les acteurs incontournables en matière de prévention et de mise en œuvre, au cours de l'année 2020, de l'obligation de formation pour l'ensemble des jeunes jusqu'à 18 ans. Ainsi, les financements de l'Etat consacrés aux PAEJ ont été renforcés en 2019 à hauteur de 4 M€ supplémentaires. De plus, alors que les difficultés sociales et éducatives sont accentuées par la crise sanitaire, en particulier au sein des familles les plus vulnérables, l'accueil et l'écoute inconditionnels proposés par les PAEJ seront particulièrement utiles aux jeunes et aux familles¹. **Le soutien financier de l'Etat est donc maintenu en 2020, avec une enveloppe dédiée qui permettra dans un second temps de répondre aux enjeux de développement territorial de l'offre.**

La présente instruction expose les enjeux concernant la pérennisation des structures existantes (I), le déploiement d'une offre d'accompagnement dans des zones non couvertes (II) ainsi que les mesures relatives au suivi de l'activité du réseau (III).

I. Soutenir les structures existantes pour les pérenniser

La répartition des financements de 2019, qui a permis de pérenniser l'activité des PAEJ existants, est reconduite en 2020.

Les remontées d'informations faites par les directions régionales en fin d'année 2019 montrent que les financements complémentaires octroyés en 2019 ont permis d'atteindre les objectifs fixés, à savoir pérenniser l'activité des PAEJ existants². Par ailleurs, un nombre important de structures ont vu leurs moyens humains renforcés, ce qui leur a permis de

¹ Une enquête « flash » menée par l'Association nationale des PAEJ a révélé qu'une majorité de structures était parvenue à maintenir un service d'accueil et une écoute téléphonique durant la crise sanitaire, pour répondre aux besoins des jeunes et des familles dans ce contexte.

² Le nombre de structures ayant dû fermer leurs portes en 2019 faute de financements suffisants est très faible en comparaison des années précédentes.

déployer une offre d'accompagnement auprès d'un public nouveau, et d'ouvrir des permanences voire des antennes dans de nouveaux territoires. Les moyens financiers sont donc pérennisés pour permettre de remplir progressivement les critères du cahier des charges, en lien avec les partenaires des PAEJ.

II. Des moyens supplémentaires seront délégués dans un second temps pour couvrir les zones blanches

En sus de la reconduction des crédits 2019, une enveloppe nationale (240 000 €) est réservée pour soutenir des projets d'ouverture de nouveaux PAEJ dans des zones blanches. **Ces crédits supplémentaires seront délégués aux services régionaux après instruction des demandes que vous voudrez bien faire remonter au plus tard le 30 juin 2020 à l'adresse DGCS-PROTECTION-ENFANCE@social.gouv.fr.** Afin que la remontée des projets soit coordonnée et cohérente avec les priorités régionales, les projets devront être remontés par les DRJSCS/DJSCS.

Les projets proposés seront sélectionnés en cohérence avec la démarche de montée en qualité des PAEJ déployée depuis 2017 et les priorités gouvernementales. Seront notamment pris en compte le taux de couverture de la région (relativement au nombre de jeunes et de leur situation sociale et économique), la situation du quartier ciblé notamment vis-à-vis de la cartographie des quartiers prioritaires de la politique de la Ville, ou de l'investissement des co-financeurs dans le projet.

Conformément au cahier des charges rénové de 2017 qui met en avant la nécessité de mutualisation de certaines fonctions (fonctions support notamment) entre différentes structures pour pérenniser leur activité, les projets d'ouvertures d'antennes appuyées sur des PAEJ existants ou les créations de PAEJ adossés à des structures d'accueil de proximité (maisons des adolescents, centres sociaux, missions locales ou services de prévention spécialisée...) seront privilégiés.

III. Des outils de suivi d'activité testés en 2019 et qui seront mis en œuvre de nouveau en 2020

L'année 2019 a vu se mettre en place pour la première fois une convention-type Etat-PAEJ instaurant des indicateurs homogènes pour l'ensemble des structures. Une première enquête nationale de remontées d'activité a également été déployée début 2020 auprès de l'ensemble des PAEJ financés par l'Etat pour collecter leurs données d'activité 2018. Toutes les structures n'ont pas été en mesure de répondre à l'ensemble des questions, mais les informations récoltées permettent d'ores et déjà d'obtenir une vision plus précise de l'activité des PAEJ. **Cette démarche sera renouvelée d'ici la fin de l'année 2020 pour collecter les données d'activité 2019 des structures.**

A cette fin, il vous est demandé d'actualiser également d'ici le 30 juin 2020 la liste et les coordonnées des PAEJ financés par l'Etat dans votre région en 2019 par les DJSCS/DRJSCS à l'adresse DGCS-PROTECTION-ENFANCE@social.gouv.fr. Un tableau pré-rempli par région vous sera communiqué à cette fin par la DGCS.

Mes services (laurine.bricard@social.gouv.fr, cheffe de projet jeunes vulnérables au sein du bureau de la protection de l'enfance et de l'adolescence) se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre de cette instruction.

Pour le ministre et par délégation,
La directrice générale de la cohésion sociale

Signé

Virginie LASSERRE

Annexe

Formulaire pour la remontée de projets d'ouverture de nouvelles structures ou antennes de PAEJ

Descriptif résumé du projet

Territoire concerné par le projet :

Horaires d'accueil prévus :

☐ Création d'un PAEJ

ou

☐ Ouverture d'une antenne

Nb d'ETP prévus :

Éléments de diagnostic relatifs aux besoins des jeunes et des familles de l'offre d'accompagnement d'un PAEJ (caractéristiques du territoire, de la population, de ses besoins...) :

Le diagnostic des besoins est-il issu d'une démarche partenariale ? Si oui, de quelles instances est-il issu ? (Ex : groupe de travail de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, comité de pilotage départemental ou régional des PAEJ, schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de protection de l'enfance, protocole de prévention en protection de l'enfance, schéma régional de santé, comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté, etc)

Le territoire ciblé est-il un quartier prioritaire de la politique de la Ville ?

Le projet d'ouverture d'un nouveau point d'accueil est-il porté par d'autres financeurs ? Si oui, précisez lesquels

Existe-t-il un porteur de projet déjà identifié pour l'ouverture de ce point d'accueil ? Si ce n'est pas le cas, par quelle procédure sera-t-il trouvé ?

NB : Un budget prévisionnel de la structure ou de l'antenne en projet est à joindre à ce document